

➡ Vendredi 28 février 2020 - L'épidémie de coronavirus bouleverse déjà l'économie mondiale et ses réseaux de production transnationaux. Au point qu'une question longtemps méprisée refait surface : la démondialisation. Quoiqu'en disent ses détracteurs, cette question "ne s'épuise nullement dans celle du protectionnisme (où les mondialisateurs voudraient tant la cantonner)", expliquait Frédéric Lordon en 2011 (lire aussi "Contre les pandémies, l'écologie" dans le numéro de mars, en kiosques).

Comment rompre avec le libre-échange

La démondialisation et ses ennemis

Perchées sur le fil de la dette, les économies occidentales flageolent de crise en crise. Réunions et sommets "exceptionnels" où se joue le sort d'un pays, d'un continent, constituent désormais l'ordinaire des responsables politiques. Depuis trois ans, ces derniers ont endossé le rôle de voiture-balai de la finance. Mais une autre piste s'ouvre, suscitant déjà craintes et controverses : qui a peur de la démondialisation ?



Au commencement, les choses étaient simples : il y avait la raison — qui procédait par cercles (avec M. Alain Minc au milieu) —, et puis il y avait la maladie mentale. Les raisonnables avaient établi que la mondialisation était la réalisation du bonheur ; tous ceux qui n'avaient pas le bon goût d'y croire étaient à enfermer. "Raison" cependant confrontée à un léger problème de cohérence interne puisque, se voulant l'idéal de la discussion conduite selon les normes de la vérité et du meilleur argument, elle n'en aura pas moins interdit le débat pendant deux décennies et n'aura consenti à le laisser s'ouvrir qu'au spectacle de la plus grande crise du capitalisme.

Le Monde n'hésite pas à souhaiter la "bienvenue au grand débat sur la démondialisation", et l'introduit (en guise de "bienvenue", sans doute) par une tribune expliquant que la démondialisation est "absurde" et, pour l'équité des points de vue, par un entretien certifiant qu'elle est "réactionnaire"¹ — en effet ça n'est pas la même chose et les deux méritaient d'être mentionnés.

La temporalité de la macroéconomie voudra que les effets terribles de la méga-austérité européenne se fassent réellement sentir en France à partir du premier semestre 2012. Au carrefour du délire de la finance, des politiques économiques sous tutelle des marchés et des délocalisations qui continuent pendant la crise, la mondialisation promet de se montrer sous ses plus chatoyants atours... Contraindra-t-elle enfin le débat présidentiel à poser les vraies questions ? Lesquelles — chômage, précarité, inégalités, pertes de souveraineté populaire — se ramènent synthétiquement à une seule : la mon-

¹ Le Monde : éditorial, 1er juillet 2011 ; Zaki Laïdi, "Absurde démondialisation", 29 juin 2011 ; Pascal Lamy, "La démondialisation est un concept réactionnaire", 1er juillet 2011.

dialisation. La rupture avec les alternances sans alternative prend alors le nom simple de "démondialisation".

Le nom est simple mais le débat compliqué, où la dispute intellectuelle redessine le paysage politique, avec ses fractures inattendues et ses récupérations douteuses, mais toujours contre le syndicat des intérêts dominants : ceux qui ne veulent pas apparaître chaque fois qu'on pose la question "A qui profite la mondialisation ?" et qui, après avoir lutté pour que le débat n'ait pas lieu, luttent maintenant pour lui faire dire "encore".

C'est un travail d'historien qu'appellerait le redéploiement complet de l'éventail des arguments mondialisateurs, des plus stupides (la "mondialisation heureuse", de ce point de vue déjà assurée d'une place dans l'histoire) aux plus spécieux, dont tous n'ont pas été abandonnés aujourd'hui car toutes les munitions sont bonnes pour sauver ce qui peut l'être. Ainsi, par exemple, répétant le geste de *La mondialisation n'est pas coupable* du Paul Krugman de 1998 (pas encore "Prix Nobel" d'économie), qu'il avait d'ailleurs imité en stigmatisant les "ennemis de la mondialisation"², l'économiste Daniel Cohen prend toujours grand soin d'exclure la financiarisation du périmètre de la mondialisation — il est vrai qu'elle n'a jamais été très commode à défendre, moins encore depuis 2007, on la laissera donc prudemment à l'écart de ce débat.

On reconnaîtra là un procédé typique, longtemps en usage au sein de ce qu'on pourrait appeler la gauche pleurnicheuse, très attachée à continuer de se montrer solidaire avec le salariat souffrant (elle est de gauche tout de même), déplorant à chaudes larmes qu'il y ait des inégalités, de la précarité et bien du malheur, mais décidée à ne surtout pas les rapporter à leurs causes structurelles : la libéralisation financière et le pouvoir actionnarial, la construction européenne telle qu'elle choisit délibérément d'exposer les politiques économiques à la discipline des marchés financiers, la concurrence libre et non faussée, bref toutes ces choses intouchables qui ont implicitement constitué, si l'on ose cette audace géométrique, le cadre du cercle de la raison, c'est-à-dire du cercle de ceux qui "veulent en être", le cadre des choses à dire (contre l'enfer des choses à ne pas dire) pour continuer de toucher la main du ministre, d'être invité à la télévision, consulté par les partis (de gauche de droite) — en un mot aimé des institutions.

Cauchemar à grand spectacle

Mais voilà la crise qui emporte tout — et sa terrible menace du ridicule. L'enfer, ça n'est pas les autres, ce sont les archives ! Aussi tous rament très fort (mais, rassurons-nous, sans jamais sacrifier l'essentiel) pour faire oublier leurs positions du passé : feu la *Fondation Saint-Simon*, *La République des idées*, *Terra Nova* et autres jolis morceaux de l'appareil idéologique de la mondialisation qui n'auront pas eu leurs pareils pour organiser l'esquive et la déflexion. Reste que les moyens discursifs du passé doivent être révisés. N'"en" pas parler restait possible tant que la mondialisation n'avait pas tourné au cauchemar à grand spectacle. On soulagerait le sort des malheureux par des procédés exclusivement internes et prenant soin de demeurer dans le "cadre", sans rien en mettre en question : réforme fiscale (à coup sûr utile) et puis surtout é-du-ca-tion !

On allait éduquer les "perdants" — pour les rendre "compétitifs par le haut". Ah ! l'éducation, l'économie du savoir, la *knowledge-based economy* qui a fait les délices de la Commission européenne, motif parfait pour remettre aux idiots la responsabilité de se rendre employables et ne plus parler des causes structurelles qui détruisent l'emploi. Sans compter ses agréables horizons, nécessairement

² Daniel Cohen, *La Mondialisation et ses ennemis*, Grasset, Paris, 2004.

de long terme (car c'est toute une affaire de former les imbéciles), qui autorisent à ne rien faire dans l'intervalle. Or des "choses structurelles" connues sous le nom de mondialisation, il devient difficile de ne plus parler, car leurs dégâts, tolérables tant qu'ils étaient silencieux, ont soudain eu le mauvais goût de devenir bruyants.

Bien sûr, on pourra s'efforcer de maintenir quelques arguments d'ancienne facture. Ainsi par exemple de la thèse de la "technologie", qui tient que le malheur du peuple ne vient pas de la mondialisation mais des ordinateurs — sur lesquels vous ne voudriez tout de même pas qu'on revienne ?, interroge M. Pascal Lamy³. Daniel Cohen, qui maintient encore ce qui reste de cette thèse — parfaitement adéquate à celle de l'économie du savoir —, met au compte de la productivité par la technologie, et non à celui de la mondialisation, les destructions d'emplois et les inégalités⁴ : car seuls les bien-éduqués s'en sortent avec les ordinateurs et raflent la mise réservée aux compétents — les autres, hélas... Curieusement, les enjeux de la mondialisation (déjà réduite aux échanges) et de la "productivité", qui sont évoqués sous l'espèce d'une antinomie (soit l'un, soit l'autre, et plutôt le second que le premier), ne sont jamais montrés dans leur possible rapport de complémentarité, peut-être même de causalité : car après tout, qu'est-ce qui soutient la course folle à la productivité sinon à la fois les formidables pressions de la concurrence "non faussée" (avec des salariés chinois à 100 euros mensuels, on ne peut pas dire que la concurrence n'est pas loyale... On verra ce qu'on verra quand l'Afrique à 15 euros entrera dans le jeu !) et l'injonction au relèvement permanent de la rentabilité financière, expression même de l'empire de la finance actionnariale⁵, soit les piliers de ce qu'on peut nommer mondialisation ?

L'économiste Patrick Artus, qui avait pourtant annoncé en 2008 à propos de la "globalisation" que "le pire [était] à venir"⁶, y a depuis réfléchi à deux fois et pense désormais qu'il serait fou de "refuser la mondialisation"⁷ avec, à défaut d'un sens très ferme de la continuité, un argument plein d'espérance : "ça" a bien été un peu dur jusqu'ici, mais il ne faut surtout pas lâcher maintenant, "ça" va bientôt payer ! Schème néolibéral usé jusqu'à la corde mais drolatiquement remis au goût du jour, l'appel à la patience émouvra sans doute tous ceux qui se souviennent des quinze années de désinflation compétitive à base d'ajustements de long terme et de patience qui allaient porter leurs fruits, mais "à la fin" — qu'on attend toujours. Oui, sans doute, la Chine finira par se doter d'institutions salariales matures propres à solvabiliser un marché intérieur et, de grande exportatrice, elle deviendra notre grande cliente — mais quand exactement ? Dans dix ans ? Quinze ? Une solution pour tenir jusque-là ? Ou bien le patience-ça-va-bientôt-payer ? Et quid de l'idée que, comme la Chine à 150 euros deviendra à son tour victime des délocalisations au Vietnam à 75, la mondialisation ne connaisse un prévisible rebond en direction du continent africain — encore entièrement à enrôler ! et qui, lui, cassera tous les prix. Encore une dernière tournée de patience pour un petit demi-siècle afin que l'Afrique ait accompli son propre parcours ?

Evidemment, le désastre présent bouscule les anciens amis de la mondialisation qui, ne se résolvant pas à se déclarer ses ennemis, éprouvent cependant le besoin d'effacer l'impression d'avoir si peu trouvé à redire. Par une série de corrections de trajectoire devant réaliser la performance d'être insensibles comme telles — ne pas se mettre en contradiction flagrante, encore moins laisser entendre qu'on aurait pu se tromper — tout en opérant de réels effets de repositionnement, les uns et les

³ Pascal Lamy, *op. cit.*

⁴ "La mondialisation est-elle coupable ?", entretien avec Daniel Cohen et Jacques Sapir, *Alternatives économiques*, n° 303, Paris, juin 2011.

⁵ Isabelle Pivert, "La religion des quinze pour cent", *Le Monde diplomatique*, mars 2009.

⁶ Patrick Artus et Marie-Paule Virard, *Globalisation, le pire est à venir*, La Découverte, Paris, 2008.

⁷ Patrick Artus, "Ce n'est pas le moment de refuser la mondialisation", *Flash économie*, Natixis, n° 472, 21 juin 2011.

autres s'efforcent donc de trouver à "redire". Mais seulement le minimum, et selon ce que les événements en cours autorisent, pour toujours se maintenir au centre de gravité du discours légitime — tel qu'il exige maintenant par exemple de se montrer ferme, au moins en mots, avec la finance — et ainsi continuer d'"en être". Alors, oui, pressés par le cours des choses, Daniel Cohen consent des réserves qu'il avait sans doute longtemps retenues sur le pouvoir actionnarial, et Artus se livre à d'improbables distinctions entre "mondialisation" et "globalisation" pour sauver ce qui peut l'être... mais aussi se laisser un petit reste à critiquer. Même M. Lawrence Summers, ex-conseiller économique de M. Barack Obama et grand déréglementateur auprès du président William Clinton (1993-2001), admet que les salariés américains ont "de bonnes raisons" de penser que "ce qui est bon pour l'économie globale n'est pas forcément bon pour eux"⁸...

Les craquements du système et les gifles répétées du réel ont fini par ouvrir des brèches où les arguments trop longtemps interdits ont trouvé à faire résurgence — il est vrai qu'un système dont la défense contraint ses amis à la rhétorique du "globalement positif"⁹ est généralement plus près des poubelles de l'histoire que de son apothéose. Légèrement déboussolé, l'économiste Elie Cohen constate que "le discours de la mondialisation heureuse est difficile (sic) à tenir aujourd'hui"¹⁰. Le mot de "démondialisation", dont il est maintenant convenu d'attribuer la paternité à l'économiste philippin Walden Bello¹¹, est devenu assez logiquement le signifiant d'un horizon politique désirable pour toutes les colères sociales que la mondialisation ne cesse de faire naître. Car à la fin des fins, les choses sont plutôt simples : si un accord s'est fait assez aisément pour nommer "mondialisation" la configuration présente du capitalisme, alors il devrait s'en faire un aussi facilement pour entendre dans "démondialisation" l'affirmation d'un projet de rupture avec cet ordre.

Il est vrai cependant qu'il y a plusieurs manières de "rompre". Celle du député socialiste Arnaud Montebourg¹² reste européenne — on lui souhaite bon courage avec l'Allemagne quand il s'agira de revenir sur la soumission des politiques économiques à la discipline des marchés et sur l'indépendance de la Banque centrale... Un peu à l'image de l'"effet Fabius" en 2005 (qui avait pris parti pour le "non" au référendum sur le traité constitutionnel européen), M. Montebourg, candidat respectable aux primaires d'un parti "respectable", a indiscutablement fait faire un saut quantique de légitimité au débat sur la démondialisation. Et par là rendu audibles des discours qui ne pouvaient pas l'être. Comme celui de l'économiste Jacques Sapir, dont la manière est plus radicale, puisque, dans l'éventail des solutions qu'il envisage, il n'hésite pas à inclure l'option de la restauration de souveraineté nationale (par la sortie de l'euro) si toutes les autres venaient à échouer¹³.

C'est en ce point précis que le débat vient à se crispier à gauche. On n'aurait pas imaginé en effet que des membres du conseil scientifique de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) pussent s'alarmer de la mise en circulation du thème de la démondialisation, moins encore dans les termes de la stigmatisation du "repli national" qui résonnent étrangement

⁸ Lawrence Summers, "[A strategy to promote healthy globalisation](#)", *Financial Times*, Londres, 5 mai 2008.

⁹ Daniel Cohen, "Sortir de la crise", *Le Nouvel Observateur*, Paris, 7 septembre 2009.

¹⁰ "[Elie Cohen : "L'idéologie de Davos a buté sur la crise"](#)", *Nouvelobs.com*, 26 janvier 2010.

¹¹ Walden Bello, *Deglobalization : Ideas for a New World Economy*, Zed Books, Londres-New York, 2002. Le mot a d'abord été employé par Bernard Cassen en 1996 : "Et maintenant... démondialiser pour internationaliser", *Manière de voir*, n° 32, novembre 1996.

¹² Arnaud Montebourg, *Votez pour la démondialisation !*, Flammarion, Paris, 2011.

¹³ Jacques Sapir, *La Démondialisation*, Seuil, Paris, 2011. Cf. aussi, du même auteur, "S'il faut sortir de l'euro...", document de travail CEMI-EHESS, Paris, avril 2011.

avec les habituelles fulminations de l'éditorialisme libéral, et préparent le terrain de l'assimilation aux "politiques brunes [qui] se frayent un chemin sous les déguisements les plus divers"¹⁴.

On reste confondu de cette contribution peut-être involontaire, mais en tout cas objectivement constituée, d'une partie de la gauche critique aux pires défigurations de la démondialisation, et notamment celle qui persiste dans la fantasmagorie obsidionale, le "syndrome de la forteresse", à base de remparts, de ponts-levis et d'économie autarcique. On croyait réservée au chroniqueur du *Figaro* Alexandre Adler l'antinomie qui ne conçoit que la Corée du Nord et la forme "royaume-ermite" comme opposé dialectique de la mondialisation, mais voilà que les allusions des signataires d'*Attac* viennent alimenter à leur tour cette figure imaginaire qu'un regard jeté sur une histoire économique récente suffit pourtant à invalider.

Car si, rapportée à nos normes (d'ailleurs singulièrement, et symptomatiquement, déplacées) d'aujourd'hui, la configuration fordiste du capitalisme d'après-guerre a tout de la démondialisation, on y chercherait en vain les barbelés et les miradors, les économies hermétiquement closes et les projets d'autosuffisance. Terrible infirmité de la pensée du tiers exclu qui ne conçoit que le monde mondialisé ou bien l'enfer des nations, mais rien entre les deux, et contre laquelle il faut rappeler sans cesse la possibilité de l'international, qu'il faudrait peut-être écrire inter-national pour lui faire encore mieux dire ce qu'il veut dire, à savoir qu'il peut y avoir des nations et des liens entre les nations.

On ne sache pas en effet que la période 1945-1985 ait ignoré les échanges extérieurs — sans doute le commerce international était-il moins développé qu'aujourd'hui... mais il n'est pas certain que ce soit une tare. On ne sache pas non plus que cette restriction, dans un régime d'échange que nos normes d'aujourd'hui qualifieraient indiscutablement de protectionniste, ait porté la guerre que nous promet M. Lamy chaque fois qu'il est question de ne pas tout sacrifier au libre-échange — et, catastrophique convergence rhétorique, certains altermondialistes annoncent que des droits de douane "nourri[raient] la xénophobie et le nationalisme"¹⁵, soit, lu à l'aveugle, du Lamy dans le texte.

Aussi aimerait-on rappeler que l'"horreur national-protectionniste" fordiste a été une époque, sans doute imparfaite, de plein-emploi, de croissance — il est vrai sans conscience écologique — et de paix entre pays avancés, certes relative seulement, mais tout de même... On ne sache pas davantage que le principe national ait été aboli même dans le monde supposé mondialisé car, informons les libéraux et les altermondialistes, il y a encore des nations ! Il y a la Chine, il y a les Etats-Unis, dont curieusement on ne questionne jamais ni le nationalisme ni les affirmations de souveraineté. Ces deux-là riraient beaucoup si on leur demandait de se fondre dans de plus vastes ensembles. Et, chose plus surprenante, ces indémodables nations ne se font pas nécessairement la guerre, et elles ne nous la font pas non plus !

On ne sache pas enfin que les rapports entre les nations doivent se concevoir sous l'exclusive perspective de la marchandise, et l'on reste un peu sidéré que la Javel libérale ait fini par lessiver les entendements au point de faire oublier qu'entraver un peu la circulation des conteneurs et des capitaux n'interdit nullement de promouvoir la plus grande circulation des œuvres, des étudiants, des artistes, des chercheurs, des touristes, comme si la circulation marchande était devenue la jauge exclusive du degré d'ouverture des nations ! — et seule la mauvaise foi peut prêter à la démondialisation de vouloir liquider les "bonnes" circulations avec les "mauvaises".

¹⁴ "[La démondialisation, un concept superficiel et simpliste](#)", par neuf membres du conseil scientifique d'*Attac*, 6 juin 2011.

¹⁵ Pierre Khalfa, "[Les impasses de la démondialisation. Réponse à quelques contradicteurs](#)", Mediapart, 20 juin 2011.

Mais, dira-t-on, *Attac* s'était rapidement défaits de sa première étiquette "anti-mondialisation", précisément pour se redéfinir comme "altermondialisation". C'est peut-être là que passe la ligne de partage des eaux théoriques, comme l'indique la crainte récurrente des signataires de voir "un conflit de classes transformé en conflits de nations"¹⁶. Partant d'une question profonde, cet énoncé est pourtant voué à l'inanité s'il pense pouvoir opérer le déni du fait national, ou plutôt des faits nationaux, et des rapports d'antagonisme qui s'ensuivent presque nécessairement. Mais là encore, et toujours par le même effet tragique du tiers exclu, "antagonisme" est aussitôt compris comme "guerre", et comme négation absolue de rapports de coopération qui pourraient être noués par ailleurs.

Vœux pieux et rapports concrets

Sauf à poursuivre la chimère d'une humanité entièrement réconciliée, il faudra bien se faire à l'idée que la communauté humaine au sens large est nécessairement traversée d'antagonismes, et que certains d'entre eux s'établissent selon les tracés des nations.

Il est très évident cependant que tous les antagonismes ne répondent pas à la grammaire nationale, mais aussi à des grammaires autres, et parfois transversales — l'antagonisme de classe, par exemple. Mais l'on ne saurait retenir parmi ces multiples grammaires seulement celle de sa préférence ! Quant à savoir si l'une d'elles jouit de quelque primat, c'est une question qui n'admet aucune réponse générale, mais se trouve chaque fois déterminée par la configuration particulière des structures du capitalisme. On peut bien observer que le salariat chinois et le salariat français se situent dans le même rapport d'antagonisme de classe chacun vis-à-vis de "son" capital, il n'en demeure pas moins que les structures de la mondialisation économique les placent aussi et objectivement dans un rapport d'antagonisme mutuel — contre lequel aucune dénégation ne pourra rien.

En appeler à la solidarité de classe franco-chinoise procède d'un universalisme abstrait ignorant des données structurelles concrètes et de leur pouvoir de configurer des conflits objectifs — soit ironiquement tout ce que Karl Marx reprochait aux "jeunes hégéliens de gauche" : plutôt que d'escompter des "essences" (l'"essence" du salariat ou l'"essence" de la lutte des classes) qu'elles produisent toutes seules d'improbables effets, il vaudrait mieux songer à refaire les structures réelles qui déterminent réellement les (multiples) rapports dans lesquels entrent les divers groupes sociaux.

Ainsi, dans certains pays, les structures de la finance actionnariale et des retraites capitalisées placent objectivement en conflit diverses fractions du salariat même : pensionnés (qui ont intérêt à la rentabilité financière) contre salariés (de qui on l'extrait), salariés-licenciés d'un centre de production contre salariés-actionnaires du même groupe (dont les titres vont s'apprécier), etc. Il est absolument vain d'appeler tous ces gens à des solidarités de classe abstraites contre les structures qui les détruisent concrètement et configurent objectivement leurs intérêts sous des rapports antagoniques — plus utile en revanche de refaire les structures (anéantir la finance actionnariale, promouvoir sans cesse la répartition) pour créer les conditions concrètes propres à reconstituer les unités brisées et, alors, à pouvoir faire prévaloir une certaine grammaire d'antagonisme contre les autres.

De même, les structures présentes du libre-échange et de la circulation des investissements directs interdisent que s'actualisent les solidarités possibles entre salariés français et salariés chinois. Voici donc le paradoxe inaperçu des "mondialisateurs". Loin, comme on l'entend souvent, qu'un protectionisme raisonné et négocié nuise aux intérêts des salariés des pays émergents (on remarquera au passage que systématiquement, dans cette discussion, le sort des salariés nationaux est tenu pour parfaitement négligeable...), il se pourrait au contraire qu'il leur permette de hâter, par désincitation à

¹⁶ *Ibid.* ; Jean-Marie Harribey, "[La démondialisation heureuse ?](#)", blog d'*Alternatives économiques*, Paris, 16 juin 2011.

tout miser sur les exportations, le passage à des régimes de croissance plus autocentrés, appelant fonctionnellement l'extension et la stabilisation du revenu salarial.

Ce n'est que lorsque les salariats nationaux sont soustraits aux rapports antagoniques auxquels les voue le libre-échange inégal que peuvent se déployer des solidarités transversales (transnationales), faisant alors prévaloir la grammaire classiste sur la grammaire nationaliste — en somme, respecter le "fait national" pourrait être le meilleur moyen de donner sa chance (internationale) au "fait de classe" salarial. De même que la "concurrence non faussée" n'est en réalité qu'un protectionnisme déguisé (et de la pire espèce)¹⁷, il se pourrait donc, à l'encontre de ce que croient certains altermondialistes, que des formes de protectionnisme transparentes et rationnellement négociées aient d'assez bonnes propriétés coopératives en ménageant des possibilités de développement autonomes, quoique (raisonnablement) interagissantes, et en créant les conditions concrètes des solidarités transnationales de classe.

Mais la question de la démondialisation ne s'épuise nullement dans celle du protectionnisme (où les mondialisateurs voudraient tant la cantonner), encore moins dans ces quelques arguments nécessairement parcellaires. Elle appellerait davantage à y entrer non par des considérations économiques, mais par le problème fondamental sous lequel elle prend vraiment sens, problème proprement politique de la souveraineté et de ses circonscriptions possibles¹⁸ — qui ne se limitent nullement au périmètre des actuelles nations. Donnée fondamentale de la vie des peuples, la souveraineté est, mais sur le mode de l'oubli, le point commun de tous les défenseurs de la mondialisation, qui en ignorent systématiquement les réquisits les plus essentiels, comme en témoigne le filandieux concept de "gouvernance". "Le problème central est celui de la gouvernance mondiale", répète symptomatiquement Daniel Cohen¹⁹. Non ! le problème central est celui de la constitution d'entités politiques authentiquement souveraines, seules à même d'être dotées de la force capable de s'opposer à la force du capital. Et dont le déni est entretenu dans la chimère des "institutions internationales fortes"²⁰, ce parfait oxymore qui fait néanmoins dire à Daniel Cohen que "sans institutions internationales fortes, on restera dans le chaos", qu'il faut alors réécrire : "on restera dans le chaos".

S'il y avait donc un seul principe général pour gouverner le débat sur la mondialisation, ce pourrait être celui-ci : on ne peut pas laisser les peuples longtemps sans solutions de souveraineté.

Une définition finalement très simple

Mais l'on pourrait aussi, à l'exact opposé, ramener la controverse de la démondialisation à une question d'identification conventionnelle finalement très simple, sous la lumière crue de la conjoncture présente. La concurrence non faussée entre économies à standards salariaux abyssalement différents ; la menace permanente de délocalisation ; la contrainte actionnariale exigeant des rentabilités financières sans limites, telles que leur combinaison opère une compression constante des revenus salariaux ; le développement de l'endettement chronique des ménages qui s'ensuit ; l'absolue licence de la finance de déployer ses opérations spéculatives déstabilisatrices, le cas échéant à partir des dettes portées par les ménages (comme dans le cas des *subprime*) ; la prise en otage des pouvoirs publics sommés de venir au secours des institutions financières déconfites par les crises récurrentes ; le portage du coût macroéconomique de ces crises par les chômeurs, de leur coût pour

¹⁷ "La "menace protectionniste", ce concept vide de sens", dans *La Crise de trop*, Fayard, Paris, 2009.

¹⁸ "[Qui a peur de la démondialisation ?](#)", La pompe à phynance, Les blogs du Diplo, 13 juin 2011.

¹⁹ "La mondialisation est-elle coupable ?", *op. cit.*

²⁰ *Ibid.*

les finances publiques par les contribuables, les usagers, les fonctionnaires et les pensionnés ; la dépossession des citoyens de toute emprise sur la politique économique, désormais réglée d'après les seuls desiderata des créanciers internationaux et quoi qu'il en coûte aux corps sociaux ; la remise de la politique monétaire à une institution indépendante hors de tout contrôle politique : c'est tout cela qu'on pourrait, par une convention de langage peu exigeante, décider de nommer mondialisation.

D'où suit, toujours aussi simplement, que se dire favorable à la démondialisation n'est alors, génériquement, pas autre chose que déclarer ne plus vouloir de ça !

Frédéric Lordon

Economiste,

auteur de *La Crise de trop. Reconstruction d'un monde failli*, Fayard, 2009.